



**Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/43/497/Add.1  
23 septembre 1988  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session  
Point 26 de l'ordre du jour

**COOPERATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET  
L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE**

Rapport du Secrétaire général

Additif

**TABLE DES MATIERES**

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1	2
II. PREPARATIFS DE LA REUNION .....	2 - 4	2
III. ORGANISATION DES TRAVAUX .....	5 - 6	3
IV. ALLOCUTIONS D'OUVERTURE .....	7 - 11	3
V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	12 - 53	4
A. Coopération dans les domaines politique, économique, social et culturel .....	13 - 23	4
B. Situations d'urgence .....	24 - 53	6
VI. THEMES ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION .....	54 - 56	12
<u>Annexe.</u> Documentation .....		13

## I. INTRODUCTION

1. Le présent document donne un aperçu des travaux de la réunion qui a eu lieu entre des représentants du secrétariat général de l'OUA et des secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et d'organisations qui lui sont reliées en application du paragraphe 17 de la résolution 42/9.

## II. PREPARATIFS DE LA REUNION

2. D'entente avec le Secrétaire général de l'OUA, le Secrétaire général a convoqué la réunion entre représentants du secrétariat de l'OUA et des secrétariats des organisations reliées à l'ONU du 31 août au 2 septembre 1988, au Siège, à New York. Ont participé à cette réunion :

### a) Organisation des Nations Unies

Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale  
Département des questions politiques spéciales, de la coopération régionale, de la décolonisation et de la tutelle  
Commission économique pour l'Afrique (CEA)  
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe  
Programme alimentaire mondial  
Conseil mondial de l'alimentation  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)  
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)  
Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)  
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)  
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)  
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)

### b) Institutions spécialisées

Organisation internationale du Travail (OIT)  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)  
Organisation mondiale de la santé (OMS)  
Banque mondiale  
Fond monétaire international (FMI)  
Fonds international de développement agricole (FIDA)

### c) Secrétariat général de l'OUA

3. Les débats se sont limités à l'examen de l'état actuel de la coopération entre le système des Nations Unies et le secrétariat et les institutions spécialisées de l'OUA et des mesures prises ou envisagées pour atténuer les effets socio-économiques des situations d'urgence existant en Afrique, y compris des moyens par lesquels le secrétariat de l'OUA et le système des Nations Unies pourraient coopérer en vue de mieux faire face à ces situations.

/...

4. La réunion était saisie de rapports sur l'ampleur et les effets des situations d'urgence en Afrique (voir annexe), présentés par l'OUA et différents organismes des Nations Unies.

### III. ORGANISATION DES TRAVAUX

5. Conformément à la pratique établie, il a été décidé que les réunions seraient présidées à tour de rôle par un représentant du système des Nations Unies et un représentant du secrétariat général de l'OUA. En conséquence, la réunion a été présidée, pour l'ONU, par M. Abdulrahim A. Farah, Secrétaire général adjoint aux questions politiques spéciales, à la coopération régionale, à la décolonisation et à la tutelle, et, pour l'OUA, par M. A. Haggag, Secrétaire général adjoint chargé du Département du développement et de la coopération économiques.

6. L'ordre du jour comprenait un débat général sur les progrès accomplis et les obstacles rencontrés en matière de coopération entre le système des Nations Unies et le secrétariat de l'OUA, et l'adoption de recommandations sur les moyens a) de renforcer la coordination et la coopération entre le système des Nations Unies et le secrétariat de l'OUA, et b) de mieux faire face aux situations d'urgence en Afrique.

### IV. ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

7. Au nom du Secrétaire général, le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale du Secrétariat de l'ONU a souhaité la bienvenue à tous les participants. Après avoir évoqué les progrès récemment accomplis sur le plan politique - grâce en partie aux efforts conjoints de l'OUA et du système des Nations Unies - et les mesures prises dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, le Directeur général s'est déclaré d'accord avec le secrétariat de l'OUA pour dire que la coopération entre les deux organisations pourrait être plus poussée et plus étroite, ce qui devrait renforcer la complémentarité de leurs rôles et de leurs moyens.

8. Compte tenu du caractère cyclique des catastrophes naturelles qui frappent de nombreuses régions du continent africain, les situations d'urgence en Afrique devraient être abordées en commun et de façon cohérente, c'est-à-dire qu'il fallait non seulement que les pays africains soient mieux préparés à faire face à ces situations mais aussi que soient remis en état les moyens de production, les réseaux de transport et autres infrastructures endommagés par les catastrophes naturelles.

9. Le système des Nations Unies continuait à jouer un rôle important dans la mise en place de cette manière de procéder, en particulier en contribuant à la reconstruction, en aidant à mettre en place et à maintenir des mécanismes nationaux permanents de secours d'urgence, à renforcer les institutions sous-régionales et régionales et en utilisant l'aide d'urgence d'une manière propre à favoriser le redressement et le développement. L'Organisation des Nations Unies a créé, dans différents pays africains, des groupes opérationnels de secours d'urgence, qui sont placés sous la direction des coordonnateurs résidents des Nations Unies et composés de représentants des institutions et organismes des Nations Unies.

/...

10. Dans un message dont le Secrétaire général adjoint de l'OUA a donné lecture, le Secrétaire général de l'OUA a remercié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'avoir fait le nécessaire pour organiser cette réunion. L'aspect le plus important de l'opération conjointe n'était pas tant de gérer les situations d'urgence que de fournir l'assistance requise et de faire face aux besoins. En outre, les situations d'urgence devraient être considérées comme des phénomènes passagers et non chroniques. Les deux programmes complémentaires - le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique - devraient servir de base aux activités à entreprendre en commun par le système des Nations Unies et l'OUA pour faire face aux situations d'urgence étant donné qu'ils offraient de réelles possibilités de parvenir à une solution durable.

11. Le Secrétaire général de l'OUA a rendu hommage à l'action d'organisations telles que la FAO, le PAM, l'UNICEF, le HCR, le PNUD, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe qui n'ont cessé de fournir une aide humanitaire aux populations africaines touchées. Il a souligné de nouveau que, quelle que soit l'importance de l'aide d'urgence fournie pour répondre aux besoins immédiats, il importait encore plus de rechercher les moyens d'atténuer les effets de ces situations. L'essentiel était de chercher à mettre en place des infrastructures économiques et sociales solides propres à permettre aux populations intéressées de faire face elles-mêmes aux situations d'urgence.

#### V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

12. Les conclusions et recommandations ci-après se sont dégagées des débats :

##### A. Coopération dans les domaines politique, économique, social et culturel

13. Les participants ont noté la coopération fructueuse entre le système des Nations Unies et l'OUA et ses institutions spécialisées, coopération dont témoignent les nombreuses activités menées conjointement. Conformément aux principes énoncés dans la résolution 42/9 de l'Assemblée générale, les participants ont procédé à un examen approfondi de l'état de la coopération entre les deux organisations, et ont formulé des recommandations précises en vue de la renforcer.

14. Les participants ont souligné qu'il importait de maintenir, en les intensifiant selon les besoins, les consultations périodiques entre l'OUA et le système des Nations Unies, afin de permettre aux deux parties de s'acquitter pleinement des tâches communes prévues dans les textes adoptés par leurs organes directeurs.

15. Les participants ont noté la complémentarité des rôles joués par l'OUA et le système des Nations Unies. Pour promouvoir la réalisation des objectifs communs des deux organisations, il a été recommandé à l'OUA d'apporter, si besoin est, son soutien politique et moral aux programmes que l'ONU et les organisations apparentées entreprennent pour venir en aide aux pays africains.

/...

16. Les accords de coopération avec l'OUA prévoyaient non seulement l'échange d'informations et la participation aux réunions, mais également une action conjointe en matière de développement. Il a donc été décidé de mettre au point avec l'OUA un arrangement propre à permettre à l'ONU et aux organisations qui lui sont apparentées de tenir les organes délibérants de l'OUA au courant des activités qu'elles mènent en Afrique pour que l'OUA puisse contribuer à leur évaluation. Lors de l'élaboration de cet arrangement, il conviendrait de tenir compte des conclusions des conférences sectorielles des ministres. Le secrétariat général de l'OUA devrait participer plus souvent qu'il ne le fait aux réunions des organes délibérants des organisations et organismes des Nations Unies, l'expérience ayant prouvé que cette participation aidait beaucoup les pays africains à élaborer des positions communes.

17. La participation active des organisations et organismes des Nations Unies aux réunions du Comité directeur permanent de l'OUA a été notée, mais il a été recommandé d'étudier de nouvelles possibilités de coopération. Les participants sont convenus de la nécessité de procéder, à tous les niveaux, à un échange systématique de données sur les projets et programmes et de mettre au point des programmes de travail et des calendriers communs, qu'il conviendrait d'examiner périodiquement et de communiquer à toutes les parties concernées pour qu'elles y apportent leur contribution. Pour ce qui est de la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, les institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies devraient tenir l'OUA et le Comité directeur permanent au courant des activités qu'elles mènent dans le cadre de leurs mandats respectifs en leur adressant des rapports périodiques et autres communications.

18. Il faudrait mettre au point des modalités pratiques pour coordonner plus étroitement les activités du Comité directeur permanent de l'OUA et du Comité directeur des Nations Unies en vue de suivre et de contrôler la mise en oeuvre de la seconde phase du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

19. Le Secrétaire général et les institutions spécialisées de l'OUA devraient déterminer leurs besoins particuliers - qui découlent essentiellement mais non exclusivement des tâches que les organes délibérants de l'OUA confient au Secrétaire général - en matière d'assistance de la part des organisations et organismes des Nations Unies, compte tenu des compétences de ces derniers. Cette assistance pourrait comporter le financement de services d'experts engagés pour une période de courte durée, la réalisation d'études, le financement de missions de l'OUA consacrées à des questions de fond, et la formation de personnel.

20. Il convenait aussi d'envisager la possibilité de mettre au point conjointement des propositions de projet, c'est-à-dire des programmes de travail de l'OUA et de ses institutions spécialisées que les organisations et organismes des Nations Unies sont appelés à financer soit par des contributions spéciales, soit, le cas échéant, par imputation au budget ordinaire. L'élaboration commune de propositions de projet permettrait au Secrétaire général et aux institutions spécialisées de l'OUA d'en solliciter le financement auprès des institutions spécialisées compétentes des Nations Unies.

/...

21. L'OUA a évoqué la tendance qu'ont certains organismes et organisations des Nations Unies de profiter des conférences organisées par l'OUA pour faire passer sans consultation préalable, des résolutions présentant un intérêt particulier pour eux. Par courtoisie et pour éviter tout malentendu, ces organismes et organisations devraient à l'avenir informer au préalable le secrétariat de l'OUA de toute résolution qu'ils envisageaient de faire adopter à ces conférences.

22. La réunion a été informée qu'un Comité mixte avait été créé pour assurer la coordination entre les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI. Il se réunirait tous les six mois pour harmoniser et coordonner les activités menées conjointement dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Il devait se réunir sous peu pour procéder à un échange de vues sur les questions dont seraient saisies la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie et la réunion du Comité plénier d'experts intergouvernementaux sur l'industrialisation de l'Afrique, qui devraient se tenir pendant le troisième trimestre de 1989. L'ONUDI a invité les organisations et organismes intéressés à formuler des propositions concernant l'ordre du jour provisoire à soumettre au Comité mixte.

23. L'attention a été appelée sur l'évaluation indépendante à mi-parcours de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, et il a été instamment demandé aux organisations et organismes des Nations Unies auprès desquels se rendrait le groupe d'évaluation de fournir à ce dernier tous les renseignements voulus. Tous les organismes et organisations intéressés recevraient de l'ONUDI une lettre circonstanciée à ce sujet.

## **B. Situations d'urgence**

### **1. Considérations générales**

24. Les participants ont reconnu que les facteurs exposés dans le document établi par l'OUA sur les aspects politiques des situations d'urgence étaient un élément important de la situation existant dans certains pays. Dans certains cas, la campagne de déstabilisation menée par l'Afrique du Sud était le facteur principal; dans d'autres, des facteurs tant endogènes qu'exogènes étaient à l'oeuvre. Il était indispensable que l'OUA et le système des Nations Unies coopèrent étroitement pour remédier à ces situations.

25. L'OUA et le système des Nations Unies devraient coordonner leurs efforts et ne laisser passer aucune occasion de sensibiliser la communauté internationale à la nécessité impérieuse de mettre un terme à l'apartheid et à l'occupation illégale de la Namibie, qui sont à l'origine de la situation tragique que connaît actuellement l'Afrique australe.

### **2. Nécessité d'un front commun**

26. Les participants ont été d'avis qu'il fallait naturellement procéder d'urgence à des opérations de secours et de sauvetage pour faire face, notamment, aux catastrophes naturelles ou causées par l'homme, mais que les programmes de secours d'urgence devraient si possible être conçus dès le début pour servir de base au redressement et au développement et comprendre à cette fin des mesures propres à

/...

rendre les pays moins vulnérables à la sécheresse et aux conflits et à renforcer leur capacité à y faire face. Il faudrait que dans les mesures de secours d'urgence entrent des éléments de solutions à long terme de nature à promouvoir l'autosuffisance, tels que le logement et la production locale de matériaux de construction.

27. Les participants ont noté avec inquiétude que les donateurs avaient du mal à concevoir comme un tout les problèmes de secours d'urgence, de redressement et de développement. Certains ont été d'avis qu'étant donné que le problème ne saurait être résolu sans une modification des structures et procédures et sans l'appui des principaux donateurs, il serait utile de tenir une conférence internationale sur les thème "Aide et/ou développement" pour faire prendre conscience aux donateurs et à la communauté internationale que le développement est une nécessité vitale car c'est par le développement que l'on mettra définitivement un terme aux situations d'urgence en Afrique. Etant donné la complexité des questions en cause et la nécessité de procéder à des analyses plus poussées, il a été décidé que les participants qui siégeaient aussi au Comité directeur du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique lui soumettrait cette proposition pour qu'il l'examine.

28. Des efforts conjoints devraient être déployés pour mettre au point et financer des programmes multisectoriels intégrés qui soient axés sur le redressement, la protection de l'environnement et le développement. Il faudrait en particulier :

- a) Passer du stade des secours alimentaires d'urgence au stade de la sécurité alimentaire des ménages;
- b) Réorganiser et renforcer les services de base, notamment pour ce qui est des soins de santé primaires et du logement;
- c) Fournir une assistance spéciale aux groupes les plus vulnérables;
- d) Renforcer la capacité des principales institutions et des grands programmes à faire face aux situations d'urgence.

29. A cet égard, les participants se sont félicités de l'attitude exemplaire adoptée par les donateurs en ce qui concerne la fourniture des secours alimentaires et d'aide humanitaire en période d'urgence. Ils se sont toutefois vivement inquiétés du peu d'intérêt constamment manifesté par les donateurs à l'égard des besoins vitaux en matière de redressement qui font partie intégrante de toutes les demandes d'aide d'urgence. Les participants ont donc vivement recommandé que le système des Nations Unies, l'OUA et les gouvernements concernés redoublent d'efforts pour amener les donateurs à adopter, en la matière, une attitude plus conséquente.

30. Les participants ont recommandé que les donateurs qui participent aux programmes d'aide d'urgence se dotent d'un mécanisme expressément chargé des programmes et activités de redressement. Au stade de l'exécution, le système des Nations Unies est appelé à jouer un rôle important : soutenir les activités de redressement et la création et le maintien, à titre permanent, de mécanismes nationaux d'urgence.

/...

31. Les participants ont reconnu l'efficacité et l'importance des organisations non gouvernementales pour ce qui était de mobiliser l'aide en ce qui concernait tant les secours d'urgence que l'aide au redressement, et ce, dans des situations d'urgence fort complexes en Afrique. Aussi ont-ils instamment prié l'OUA et le système des Nations Unies de coopérer davantage avec ces organisations.

32. Les participants ont noté l'importance cruciale qu'il y a à collaborer étroitement avec les représentants des pays donateurs pour évaluer les besoins en matière de secours d'urgence et de redressement ainsi que pour formuler les appels à l'aide internationale.

33. Les participants ont noté le peu d'intérêt suscité par les besoins en matière de redressement. Or, le soutien à long terme des programmes de redressement devrait aller de pair avec les secours d'urgence. La reconstruction et le rééquipement des services sociaux - santé, approvisionnement en eau, éducation, logement et réinstallation de personnes déplacées, par exemple - sont des domaines qui nécessitent un appui immédiat et soutenu. A cet égard, le système des Nations Unies et l'OUA ont un rôle important à jouer dans la mobilisation de l'aide internationale en vue de promouvoir un redressement endogène et un développement autonome et durable. Il y a lieu de rechercher une solution globale au problème, qui porterait sur la planification préalable, la prévention, les moyens d'intervention et le redressement.

### 3. Renforcement des moyens nationaux

34. Il est impérieux d'aborder les situations d'urgence dans une perspective globale de façon à renforcer les moyens nationaux et régionaux de prévision, de planification, d'intervention et de lutte.

35. Le succès de la coopération entre le secrétariat de l'OUA et le système des Nations Unies dans la mise en place de mécanismes efficaces d'intervention d'urgence en Afrique pour appuyer les efforts des gouvernements dépend en partie de la coordination entre les institutions des Nations Unies. Au stade de la planification, il convient de définir clairement la tâche de chacune des institutions conformément à son mandat, pour éviter les doubles emplois. Pour que les gouvernements puissent intervenir plus efficacement en cas d'urgence, il est essentiel d'augmenter les investissements en matière de formation de cadres en tirant pleinement parti des établissements et programmes de formation qui existent déjà en Afrique.

### 4. Catastrophes : planification préalable

36. Il est indispensable et tout à fait faisable d'améliorer encore les moyens d'atténuer les effets des catastrophes. Il arrive trop souvent que les plans de lutte contre les catastrophes ne tiennent compte que des effets de ces dernières et des secours à apporter et ne prennent pas dûment en considération les impératifs à long terme du redressement. A cet égard, l'accord récemment conclu entre le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et le PNUD concernant leurs rôles respectifs et l'action concertée à mener sur le terrain est de nature à faciliter le passage des opérations de secours d'urgence au stade du redressement et du développement.

/...



37. Dans le cas de phénomènes à action lente, comme la sécheresse, il importe de consacrer une part suffisante des recherches au milieu socio-économique et écologique dans lequel se produit le phénomène. En effet, les risques de catastrophe en Afrique sont, pour la plupart, mal connus. A cet égard, il y a lieu d'encourager les pays africains à recourir plus systématiquement aux systèmes mondiaux d'information et d'alerte rapide déjà largement mis en place par la FAO et le PAM. La Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles devrait fournir une excellente occasion de procéder à une étude scientifique, technique et sociale, des catastrophes en Afrique. Il faudrait encourager tous les gouvernements africains à créer chacun leur comité national pour la Décennie.

38. A ce propos, il conviendrait de prendre des mesures pour donner suite à la résolution 645 (XXIII) de la CEA, dans laquelle il est demandé au Secrétaire exécutif de la CEA, agissant en collaboration avec le Secrétaire général de l'OUA et le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, d'élaborer un plan d'action pour faire face aux catastrophes naturelles et en limiter les effets négatifs sur le développement économique et social en général, et des pays africains les moins avancés en particulier.

#### 5. S'attaquer aux causes profondes

39. Il conviendrait de chercher davantage à s'attaquer aux causes profondes des situations d'urgence. A cet égard, l'OUA et le système des Nations Unies peuvent collaborer plus étroitement pour promouvoir la planification en vue de la protection contre les catastrophes en Afrique, sur le plan national ou régional.

40. Maintenant que l'on procède à une restructuration de l'économie des pays africains, ceux qui prennent les décisions devraient tenir compte du fait que la dimension humaine, c'est-à-dire le développement social, est un investissement d'autant plus rentable qu'il rendrait leurs pays moins vulnérables face aux crises cycliques. La Déclaration de Khartoum de mars 1988, que l'OUA a fait sienne, donne une analyse approfondie de ce concept, et les recommandations qu'elle contient méritent d'être soutenues par le système des Nations Unies et par l'OUA.

41. Compte tenu du mandat étendu de l'OUA, des attributions du système des Nations Unies et des ressources dont il dispose, la réunion a recommandé qu'en tant que répartition possible des tâches, l'OUA pourrait aider le système des Nations Unies à s'assurer le soutien politique et moral voulu. Elle pourrait aussi l'aider à mobiliser la communauté internationale pour qu'elle fournisse les ressources nécessaires lors de situations d'urgence.

42. Les participants ont reconnu qu'il fallait accorder la priorité aux aspects écologiques des situations d'urgence. A cet égard, le Plan d'action des Nations Unies pour lutter contre la désertification, adopté en 1977, énonçait les principes directeurs d'un programme concerté de gestion des ressources pour faire face aux situations d'urgence (famine, épidémies, conflits, etc.) qu'engendrent par intermittence la sécheresse et la désertification en Afrique.

43. Les participants ont souligné la nécessité d'exécuter le Programme d'action du Caire pour la coopération en matière d'environnement en Afrique, adopté en 1985. Ce programme a pour objectif de mettre un terme à la dégradation de

/...

l'environnement, voire d'inverser le processus, grâce à la coopération scientifique et technique, et d'aider les pays africains à réaliser l'autosuffisance alimentaire et énergétique.

44. Les participants ont noté que le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique ainsi que le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique recommandent l'adoption d'une série de mesures pratiques concernant l'environnement que l'OUA et le système des Nations Unies pourraient appliquer dans le cadre d'une action concertée aux niveaux sous-régional, régional et international, portant notamment sur les points ci-après :

a) Promotion des échanges de données, de compétences et de technologies en matière de lutte contre la désertification et la sécheresse;

b) Mise en place de systèmes d'alerte rapide pour la lutte contre la sécheresse;

c) Rationalisation de la gestion des ressources en eau, y compris les bassins fluviaux et l'irrigation;

d) Amélioration du système de drainage dans les zones irriguées;

e) Application de la résolution CM/Res. 450 (XXI) de l'OUA concernant la confection d'une carte hydrologique internationale pour l'Afrique où seront indiquées les ressources en eaux souterraines pour lutter contre les effets de la sécheresse;

f) Application intégrale du Plan d'action pour lutter contre la désertification;

g) Application intégrale du Programme d'action du Caire pour la coopération africaine en matière d'environnement.

#### 6. Situation des réfugiés et des personnes déplacées

45. Concernant la situation des réfugiés et le problème des personnes déplacées en Afrique, il faudrait trouver de nouvelles méthodes, qui permettent aux réfugiés et aux personnes déplacées de devenir autosuffisants et de consacrer leur énergie au développement proprement dit. A cet égard, l'OUA et le système des Nations Unies devraient coordonner leurs efforts en matière d'évaluation des besoins fondamentaux et de lancement de programmes et de projets conjoints.

46. Outre la protection internationale et l'assistance en matériel qu'ils apportent aux réfugiés, l'OUA et le système des Nations Unies devraient, à titre prioritaire, intensifier et coordonner leurs efforts en vue :

a) De créer des conditions favorables au rapatriement librement consenti des réfugiés en fournissant des possibilités de consultations appropriées entre le pays d'asile et le pays d'origine des réfugiés;

/...

b) De mettre au point des politiques et des programmes d'installation et de réinsertion à l'intention des pays d'accueil ou des pays d'origine et, s'il y a lieu, d'aider les réfugiés à se réinstaller dans les pays de la région;

c) De prendre des mesures collectives énergiques pour promouvoir et appliquer les instruments internationaux et régionaux en vigueur, relatifs à la protection des réfugiés, en reconnaissant clairement les droits des réfugiés et les incidences sur le statut de leurs enfants;

d) De promouvoir le respect des droits de la personne humaine;

e) D'accélérer l'exécution des projets prévus au titre de la deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique, en mettant l'accent sur le lien entre l'aide aux réfugiés et le développement.

47. Les participants ont noté que le problème des personnes déplacées dans leur propre pays ne fait que s'aggraver et prendre de l'ampleur en Afrique. Si leurs besoins à court et à moyen terme sont essentiellement les mêmes que ceux des réfugiés et des rapatriés, il n'en demeurerait pas moins que le système des Nations Unies et l'OUA devaient faire davantage pour aider les gouvernements concernés à résoudre les problèmes créés par la présence de personnes déplacées en grands nombres sur leur territoire. Il faudrait à cette fin élaborer des programmes d'assistance et mobiliser les ressources nécessaires à leur financement.

48. Les participants ont pris note de la recommandation formulée par la Conférence internationale sur la situation tragique des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées en Afrique australe, tenue récemment à Oslo, selon laquelle toutes les mesures nécessaires devraient être prises au sein du système des Nations Unies pour qu'il soit attribué à chacun des organismes qui le composent une tâche bien déterminée, afin d'aider les gouvernements à faire face à la situation tragique des personnes déplacées en Afrique.

## 7. Information et coordination

49. Les participants ont reconnu l'importance du rôle que peuvent jouer les réseaux d'information, aux niveaux national et international, dans la diffusion d'informations sur le sort des personnes déplacées et des réfugiés. Ils ont noté avec satisfaction que ce fait avait été également constaté par la Conférence d'Oslo.

50. Les participants ont souligné la nécessité de procéder à un échange d'informations et de données d'expérience sur les situations d'urgence. L'OUA, de par son mandat politique étendu et les mécanismes dont elle dispose, pourrait apporter un précieux concours au système des Nations Unies en cas de catastrophe. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, agissant en consultation avec les représentants résidents/coordonnateurs résidents du PNUD, publie des rapports sur les situations d'urgence et en suit l'évolution grâce au système permanent de liaison avec les systèmes d'information sur les situations d'urgence de la FAO, du PAM, de l'UNICEF, du HCR, du PNUD et autres. L'attention des participants a été appelée sur l'existence du Réseau international d'information sur la gestion des opérations en cas de catastrophe (UNDRONET), système informatisé qui analyse les données actualisées

/...

concernant les situations d'urgence et les communiquer aux pays et organismes intéressés.

51. Pour ce qui est des réfugiés et des personnes déplacées, il a été noté que le Comité directeur de la deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique serait chargé de superviser la suite donnée à la Conférence d'Oslo (voir par. 54) par les organisations et organismes des Nations Unies. Il ne semble pas qu'il existe pour le moment de répertoire général des projets de développement en faveur des réfugiés. Il a été recommandé de réexaminer les systèmes d'information actuels sur les activités de réinsertion et de développement en faveur des réfugiés et des personnes déplacées. Une évaluation analogue serait également utile en ce qui concerne les systèmes d'information portant sur l'ensemble des ressources et des moyens d'intervention prévus dans le cadre des programmes intégrés de secours, de redressement, de préparation et de développement relatifs aux situations d'urgence.

52. De l'avis général, le système des Nations Unies devrait intensifier ses efforts pour coordonner ses activités en matière de prévention des catastrophes et de planification préalable ainsi que les activités de redressement et de développement qu'il mène en Afrique, afin de pouvoir fournir, en temps voulu, des avis pratiques et un appui opérationnel aux gouvernements africains. Les participants ont reconnu que cela exigerait une coopération accrue et un échange permanent d'informations entre le secrétariat de l'OUA et le Bureau du programme spécial de secours d'urgence en ce qui concerne les opérations de secours et de réinstallation, et la CEA et le Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale du Secrétariat en ce qui concerne les activités de redressement économique et de développement entreprises dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

53. L'accent a été mis sur les attributions et les compétences respectives des organisations et des organismes des Nations Unies pour ce qui est de l'assistance à apporter à l'OUA et aux pays africains en matière de systèmes d'alerte rapide, d'évaluation des besoins, de mobilisation des ressources, de gestion des projets, de préparation de la lutte contre les catastrophes, de formation et d'appui et de recherche socio-économique.

#### VI. THEMES ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION

54. Les thèmes ci-après ont été proposés par certains participants pour la prochaine réunion du secrétariat général et des institutions spécialisées de l'OUA et le système des Nations Unies :

1. Mise en valeur des ressources humaines;
2. Autosuffisance alimentaire.

55. D'autres participants ont indiqué qu'ils communiqueraient des propositions au secrétariat de l'OUA en temps voulu.

56. L'OUA a proposé que la prochaine réunion entre le système des Nations Unies et le secrétariat de l'OUA se tienne à Addis-Abeba.

/...

ANNEXE

Documentation\*

General discussion on Co-operation between the OUA secretariat and the United Nations system: Progress made and obstacles encountered - Document de séance établi par l'OUA.

Dimensions and impact of Emergency Situations in Africa: Socio-Economic Dimensions - Document de séance établi par l'OUA.

The Socio-Economic and Rehabilitation Aspects of Emergency situations in Africa - Document de séance établi par la CEA.

Impact of Emergency Situations in Africa and Political Dimensions - Document de séance établi par l'OUA.

Human Dimensions of Emergency Situations in Africa - Document de séance établi par l'UNICEF.

Environmental Dimensions and Impacts of Emergency Situations in Africa - Document de séance établi par le PNUE.

Disaster Prevention and Preparedness - Document de séance établi par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe.

D'autres documents ont été distribués aux participants.

-----

---

\* Les documents n'ont été publiés qu'en anglais.